

L'IDA EN ACTION : OUGANDA**Améliorer l'offre des services publics en Ouganda grâce à la décentralisation du gouvernement****Liens :**

- [Qu'est-ce que l'IDA ?](#)
- [Nos activités en Ouganda](#)

En savoir plus sur l'Ouganda : (a)

- [Emprunts précédents](#)
- [Données et statistiques](#)
- [Recherche](#)
- [Nous contacter](#)

DÉFI À RELEVER

Malgré près de 20 ans de stabilité macroéconomique, l'Ouganda demeure en queue du peloton des pays en développement à faible revenu et supporte une dette importante. L'offre de services locale accuse un retard, du fait des capacités limitées du gouvernement central et des gouvernements locaux. Au milieu des années 1990, le gouvernement ougandais a élaboré une stratégie de réforme économique dont la pierre angulaire était la mise en place d'un système de gouvernance décentralisé avec une amélioration de l'offre de services. L'obligation de rendre compte au niveau local, une prise de décision participative et transparente ainsi qu'un suivi au niveau de l'exécution constituaient des éléments essentiels à la mise en œuvre de cette stratégie.

DÉMARCHE

L'IDA a financé deux projets en Ouganda, le Programme de développement du gouvernement local et le Second projet de développement du gouvernement local (PDGL II), pour aider les administrations et collectivités locales à mieux gérer le développement économique et social. Le PDGL I a été élaboré pour soutenir la politique de décentralisation grâce à une approche pérenne, efficace et respectueuse des valeurs, consistant à transférer les subventions destinées au développement du gouvernement central vers les gouvernements locaux. Le second projet a poursuivi ce soutien en prêtant une plus grande attention au renforcement des capacités des gouvernements locaux.

RÉSULTATS

En 2007, tous les principaux gouvernements locaux bénéficiaient d'un plan de développement sur trois ans constamment remis à jour. Pratiquement tous ont présenté leurs comptes finaux en temps voulu à l'Office de l'Auditeur général de l'Ouganda. Ces gouvernements locaux ont été nombreux à enregistrer une augmentation d'au moins 20 % de leur principale source de revenu.

Principales réalisations :

- Plusieurs innovations se sont poursuivies au-delà de la durée du projet. Les subventions en faveur du développement local sont maintenant financées par le gouvernement ougandais et les subventions en faveur du renforcement des capacités se sont institutionnalisées.

- Les réformes politiques mises en œuvre dans le cadre de ce projet ont été acceptées et mises en place par le gouvernement qui a fait preuve d'un fort engagement. Le gouvernement a joué un rôle important dans la préparation du travail analytique, notamment en identifiant les problèmes, en préparant les termes de référence, en recrutant et en supervisant les consultants. L'IDA a soutenu ce projet en apportant son assistance technique et des conseils.
- Le projet a également joué un rôle-clé dans la création d'un "marché" national de formations. Les gouvernements locaux ont sélectionné des formations à partir d'une liste de prestataires agréés, privés et publics, via un processus de mise en concurrence des offres.
- Les projets financés par le PDGL ont considérablement stimulé la croissance de l'emploi au niveau local et permis aux femmes une meilleure insertion professionnelle.
- Le projet a fourni un budget de développement discrétionnaire aux gouvernements locaux afin qu'il puissent mettre en place des services sociaux de base (un enseignement primaire, des soins médicaux de base, des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, des routes et un développement de l'agriculture) pour répondre aux demandes et aux besoins locaux (ces services étaient auparavant fournis par les ministères).

CONTRIBUTION DE L'IDA

- L'IDA a contribué à hauteur de 80,9 millions de dollars au financement du PDGL I, le gouvernement ougandais et les gouvernements locaux participants ont apporté un financement additionnel de 9 millions de dollars.
- Dans le cadre du PDGL 1, l'IDA a soutenu le développement des logiciels nécessaires au contrôle systématique des flux entrants et sortants.
- L'IDA a fourni deux types d'aide dans le cadre du PDGL II : un crédit de 50 millions de dollars et une subvention de 75 millions de dollars (pour les pays les plus endettés).
- Les ressources de l'IDA ont été de plus en plus fournies en tant qu'aide budgétaire lorsque l'Ouganda a développé un outil de contrôle systématique du budget afin de rendre compte de l'utilisation des ressources.

PARTENAIRES

Le succès du PDGL I a attiré quatre partenaires de développement qui se sont joints à l'IDA pour financer le PDGL II : l'Assistance internationale danoise au développement a contribué à hauteur de 2,4 millions de dollars, le gouvernement autrichien a apporté 300 000 dollars, le gouvernement irlandais a financé le programme à hauteur de 7,5 millions de dollars et le gouvernement néerlandais a fourni 15 millions de dollars.

PROCHAINES ÉTAPES

Parallèlement aux PDGL I et II, l'IDA a financé le second Projet de gestion économique et financière (EFMP II) destiné à améliorer l'efficacité de la gestion des dépenses publiques. En réponse aux EEFMP II et PDGLP II, le gouvernement a demandé une opération de suivi. L'IDA soutient actuellement le Projet de gestion du gouvernement local et d'offre de services (prêt-programme évolutif) par le biais d'un crédit de 170 millions de dollars.

EN SAVOIR PLUS

Programme de développement du gouvernement local (1999-2004)

[Documents du projet](#)

Related News

- ▶ [Lancement d'un fonds pour soutenir les initiatives à l'appui des marchés du carbone dans les pays en développement](#)
- ▶ [Une nouvelle étude montre que la mise à niveau des infrastructures en Afrique exigera un apport supplémentaire de 31 milliards de dollars et d'énormes gains d'efficacité](#)
- ▶ [LA BANQUE MONDIALE NOMME UN NOUVEAU CONSEILLER MONDIAL POUR LES QUESTIONS RELATIVES AU VIH/SIDA](#)

Permanent URL for this page: <http://go.worldbank.org/HN55PVRC10>